

Rwanda France, CORR
Le gouvernement intérimaire restera à Cyangugu,
selon un de ses membres (Correction)

Joseph Gouala

AFP, 16 juillet 1994

+++ Nouvelle version qui annule et remplace notre AFP XQ43. Cet envoi comprenait au 4ème paragraphe une erreur sur le nom et la fonction du représentant du gouvernement intérimaire rwandais. Il s'agit bien du chef d'état-major Bizimungu et non du ministre de la Défense Bizimana, comme indiqué par erreur de source française. Ci-après le texte rectifié +++ De l'un des envoyés spéciaux de l'AFP, Joseph Gouala

GOMA (Zaïre), 16 juil (AFP) - Le gouvernement intérimaire rwandais "restera à Cyangugu et y entreprendra des activités politiques", a affirmé samedi à Goma (est du zaïre) le ministre du Travail au sein de ce cabinet, M. Jean de Dieu Habinéza.

"La France n'a pas le droit d'interdire aux autorités rwandaises d'être là où elles souhaitent s'établir au Rwanda", a déclaré M. Habinéza à l'AFP.

Les autorités françaises avaient affirmé, jeudi et vendredi, qu'elles ne désiraient pas "la présence" du gouvernement intérimaire rwandais à Cyangugu, située dans la zone de sécurité,

établie par la France dans le cadre de l'opération humanitaire Turquoise.

M. Habinéza ne semblait pas être informé de la rencontre entre le commandant de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), le général canadien Roméo Dallaire, et le chef d'état-major rwandais, Augustin Bizimungu. Cette rencontre devait avoir lieu samedi à Goma, a-t-on appris de source militaire française à Goma.

Des hélicoptères des forces armées rwandaises (FAR, gouvernementales) volent régulièrement au dessus de Gisenyi, au nord du Rwanda et du lac Kivu, selon la même source.

Selon M. Habinéza, 13 des 19 membres du gouvernement rwandais se trouvent à Cyangugu avec le Premier ministre, M. Jean Kambanda et le président de l'Assemblée nationale, M. Théodore Sindikubwabo. Les six ministres qui ne se trouvent pas actuellement à Cyangugu sont ceux des Travaux publics, des Finances, du Plan, de la Santé, des Transports et du Travail, a-t-il précisé.

Un porte-parole militaire français avait indiqué vendredi que trois

membres du gouvernement intérimaire et le président de l'Assemblée nationale se trouvaient à Cyangugu.

“Tant que les preuves de culpabilité des membres du gouvernement dans le génocide ne sont pas établies par une commission neutre, le gouverne-

ment continuera à siéger à Cyangugu”, a dit M. Habinéza, ajoutant : “Nous souhaitons que toute la lumière soit faite au sujet des responsables des massacres”.

JG/sd /t